

Ordonnance de police du Bourgmestre du 23 octobre 2026 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2026 établissant un cadre intégré de mesures de police administrative destinées à prévenir et à faire cesser les atteintes à l'ordre public liées aux stupéfiants

LE BOURGMESTRE,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier les articles 119*bis*, 133, alinéa 2, 134, §1^{er} et 135, §2 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2026 établissant un cadre intégré de mesures de police administrative destinées à prévenir et à faire cesser les atteintes à l'ordre public liées aux stupéfiants, ainsi que son annexe ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 4 septembre 2026 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en particulier les articles 4, 5, 28 et 34, ainsi que l'article 30 qui autorise la saisie administrative et/ou la destruction d'objets dans les conditions y décrites, ainsi que les articles 31 et 37 autorisant les fonctionnaires de police à recourir à l'usage de la force et à procéder à l'arrestation administrative en cas d'absolue nécessité ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tout particulièrement son article 42, ainsi que l'article 37*bis*, qui institue un Conseil régional de sécurité (« CORES »), chargé de suivre la mise en œuvre du plan régional de sécurité, lequel est élaboré par l'Agglomération bruxelloise en vue d'assurer une politique de sécurité urbaine intégrée sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Vu le plan d'action sur les drogues et la violence liée à la drogue dans la Région Bruxelles-capitale adopté par le Conseil régional de sécurité (CORES) le 11 mars 2024 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant la croissance exponentielle du passage à l'acte violent, voire très violent, observée depuis 2024 sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, sur celui de certaines de ses communes (attaques armées, jets d'engins pyrotechniques sur les services policiers et les services d'urgence) ; que cette augmentation est rapportée par les services de police ;

Que cette violence exacerbée s'inscrit dans un contexte de mondialisation du marché du trafic de drogue(s) se traduisant notamment par l'arrivée de quantités massives de stupéfiants via le port d'Anvers qui inondent par la suite les grandes villes et singulièrement Anvers et Bruxelles ;

Considérant que faisant ce constat, une décision a été prise conjointement le 27 février 2024 par les différentes autorités compétentes en Région de Bruxelles-Capitale d'agir de manière coordonnée contre les actes de violence liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, ainsi que contre les causes concourant à leur manifestation et/ou leur aggravation ;

Considérant qu'en conséquence, un arrêté de police du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant un certain nombre de mesures de police administrative a été pris en date du 2 avril 2024, entré en vigueur le 3 avril 2024 et prolongé dernièrement par un arrêté de police du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2026 ;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2026 abroge et remplace l'arrêté de police du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2026 ;

Considérant que les quartiers dits « Gare du Midi » et « Porte de Hal » de la Commune de Saint-Gilles sont repris dans l'annexe à l'arrêté du Ministre-Président du 19 octobre 2026 pour être qualifiés de « hotspots », dans la mesure où il existe, dans ces quartiers, une menace grave pour l'ordre public liée au trafic, à la vente ou à la consommation de stupéfiants ; que ces hotspots font dès lors l'objet des mesures de police administrative prévues par l'arrêté du 19 octobre précité ;

Considérant l'élaboration d'une « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale » ; qu'en conséquence, au niveau local et à l'initiative des Bourgmestres concernés, de Task-force locales (ci-après dénommées « TFL »), sur base de l'identification et de l'analyse des lieux sensibles et des phénomènes qui y sont liés, chargées d'élaborer des plans d'actions ciblés, ont été mises en place ;

Que cette approche permet *inter alia* à l'autorité de poursuivre plus rapidement les infractions susvisées et d'infliger des sanctions administratives communales ; qu'en conséquence, cette approche permet de lutter contre le sentiment d'impunité des contrevenants et de contribuer de manière plus efficace et efficiente à la mise en œuvre de certaines mesures mise en place dans le cadre de la « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale », sur le territoire de la commune de Saint-Gilles ;

Considérant que le rétablissement de l'ordre public et notamment la tranquillité des habitants des quartiers concernés nécessitent la mise en œuvre d'actions à moyen et long terme ; qu'en effet il est fondamental de poursuivre les actions entreprises ainsi que le maintien de la structure de gouvernance précitée tant que des améliorations suffisamment significatives n'auront pas été observées sur le terrain afin de garantir l'ordre public ;

Considérant que le CORES s'est réuni dernièrement le 26 août 2026 ; que cette réunion a débouché sur plusieurs décisions, dont le déploiement de policiers supplémentaires, la mise en place d'un commandement policier unifié ("Gold Commander") et le renforcement de la coordination entre les autorités régionales, fédérales et judiciaires ;

Considérant que le 28 août 2026, le Premier ministre Bart De Wever a réuni le Comité stratégique et de coordination du renseignement et de la sécurité ; que la flambée de violence liée au trafic de drogue à Bruxelles figurait parmi les sujets examinés ;

Considérant en effet que lors de sa conférence de presse du 28 août 2026, le procureur du Roi Julien Moinil a indiqué qu'entre le 20 et le 24 août, Bruxelles avait connu 7 fusillades, 1 explosion, plusieurs blessés, ainsi qu'une attaque contre le commissariat de la rue Démosthène à Anderlecht;

Considérant plus précisément que 4 des 7 fusillades susmentionnées ont eu lieu à Saint-Gilles dans les hotspots liés au trafic de drogue ;

Considérant que la Police fédérale a recensé (chiffres provisoires et non encore validés par la Banque de données nationale générale (« BNG »)), entre le 1^{er} janvier 2026 et le 30 septembre 2026, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, 74 fusillades qui ont causé 2 décès et 28 blessés ; que la très grande majorité de ces fusillades, soit au moins cinquante-quatre d'entre elles (environ 73 %), sont liées au trafic de stupéfiants ;

Que l'actualité, la persistance et la gravité du péril justifient le maintien et le renforcement des mesures de police administrative ;

Considérant que, par conséquent, la Cellule de Sécurité régionale estime nécessaire la poursuite de l'application d'un certain nombre de mesures de police et ce, afin de poursuivre la restauration de la tranquillité dans l'ensemble des périmètres définis ;

Considérant en outre qu'il ressort des échanges continus entre le Ministre-Président et les bourgmestres concernés, que sont nécessaires des mesures complémentaires aux mesures déjà applicables à l'ensemble du territoire régional et aux mesures spécifiques aux hotspots ;

Considérant que la présente ordonnance de police d'exécution n'impose pas de mesures de police administrative complémentaires à celles instaurées par l'arrêté du 19 octobre 2026 du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale précité ; qu'elle se limite à désigner les quartiers (hotspots) dans lesquels les menaces et atteintes à l'ordre public sont particulièrement concentrées, ainsi qu'à appliquer le traitement des infractions à leurs dispositions par voie administrative ;

Considérant qu'au regard du contexte ci décrit des atteintes graves portées à la paix publique et des attroupements générés par le trafic de drogue qui constituent un potentiel danger pour la tranquillité des habitants dans une partie de la commune de Saint-Gilles, la Commune de Saint-Gilles a défini les modalités de traitement et de poursuite des infractions à certaines de ses dispositions ;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : *« toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent »* et que *« l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »* ;

Considérant qu'un suivi personnalisé et l'individualisation des sanctions sont prévus eu égard aux spécificités du cas par cas ;

Considérant que la présente ordonnance est limitée dans le temps, suivant la période de validité de l'arrêté du Ministre-président et sera dès lors prolongée d'office en fonction de la réévaluation et éventuelle prolongation de ce dernier ; qu'elle fera l'objet d'une évaluation trimestrielle et qu'elle sera dès lors en vigueur jusqu'au 23 janvier 2027, après quoi la situation sera réévaluée ;

Qu'une telle ordonnance de police s'impose par ailleurs en raison de la mission dont est chargée la commune de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'urgence ne permet pas d'attendre la prochaine réunion du Conseil communal pour mettre en œuvre la présente ordonnance ; qu'en effet la prochaine séance du Conseil communal n'aura lieu que le 26 novembre prochain et en raison de la gravité de la situation liée au trafic de stupéfiants, il y a lieu de garantir la continuité des mesures de police administrative ;

Considérant que le Conseil communal sera amené à confirmer la mesure lors de sa plus prochaine séance, sans quoi l'ordonnance cessera d'avoir effet ;

Vu l'urgence,

ORDONNE :

Article 1^{er} : Périmètres - Hotspots

La présente ordonnance de police s'applique aux rues et portions de rues appartenant aux périmètres 1 – MIDI et 2 – PORTE DE HAL, figurant sur la carte reprise en annexe de la présente ordonnance.

➤ Périmètre 1 – Quartier dit « Gare du Midi »

- Gare du Midi
- Place Bara
- Boulevard Jamar
- Boulevard Poincaré
- Avenue Paul-Henri Spaak
- Place Marcel Broodthaers
- Esplanade de l'Europe
- Place de la Constitution
- Avenue Fonsny (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue de Russie et Rue Blaes)
- Rue d'Argonne
- Rue de Russie
- Rue d'Angleterre
- Rue de Hollande
- Rue de Suède
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue Conraets (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Danemark (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Mérode (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Rue de l'Instruction
- Place Victor Horta
- Rue de France
- Rue Ernest Blerot
- Boulevard de l'Europe
- Tunnel et Rue des Vétérinaires
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)

➤ Périmètre 2 – Quartier dit « Porte de Hal »

- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue Blaes et Chaussée de Waterloo)
- Rue Emile Féron
- Cité Fontainas
- Rue César Depaepe
- Rue Fontainas
- Place des Héros
- Square Jaques Frank
- Rue Vlogaert
- Chaussée de Forest
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue Coenraets (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue de Danemark (tronçon entre Rue Emile Féron et la Place de Bethléem)
- Place de Bethléem
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Rue de Prague et Avenue du Roi)
- Rue Fernand Bernier
- Rue Vanderschrick
- Rue d'Andenne (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Rue de l'église de Saint-Gilles (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Avenue Jean Volders (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Chaussée de Waterloo (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et la rue de la Filature)
- Rue de Prague
- Rue Dethy (tronçon entre Place de Bethléem et Rue de Prague)
- Rue Franz Gaillard
- Avenue du Roi
- Rue du Croissant
- Rue de Serbie
- Rue de Bosnie (tronçon jusqu'à la chaussée de Forest)
- Rue Crickx
- Rue du Monténégro
- Rue Gustave Defnet
- Rue du Tir
- Rue de Belgrade
- Avenue du Roi
- Avenue Fonsny (tronçon Rue Théodore Verhaegen et la Commune de Forest)
- Rue de Mérode (tronçon Rue Théodore Verhaegen et la Commune de Forest)

Article 2: Trottinettes électriques (article 6 de l'AM du 19.10.2026)

§ 1^{er}. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, la circulation et le stationnement de trottinettes électriques, partagées ou privées, dans l'espace public sont interdits.

§ 2. Les utilisateurs de trottinettes électriques sont autorisés à circuler, en tant que piétons, avec leurs trottinettes en les poussant manuellement pour sortir et rentrer des périmètres visés à l'article 1^{er}.

§ 3. Les opérateurs disposant d'une licence imposée par l'ordonnance du 29 novembre 2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile, sont tenus de s'assurer qu'aucune trottinette partagée ne puisse circuler ou être stationnée dans les périmètres visés à l'article 1^{er}.

§ 4. L'article 30, § 1^{er} de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police est d'application à toute trottinette électrique, partagée ou privée, circulant ou stationnée dans les quartiers visés à l'article 1^{er}.

Article 3 : Achat de drogue illicites (article 7 de l'AM du 19.10.2026)

Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, il est interdit de :

- causer des nuisances liées à la recherche de vendeurs ou d'intermédiaires pour l'achat de drogues illicites ;
- se trouver dans l'espace public ou les espaces adjacents à celui-ci, tels que les portails des commerçants et des particuliers, dans l'unique but d'acheter ou de rechercher des drogues illicites ;
- échanger de l'argent en rue aux fins de l'achat de drogues illicites.

Article 4 : Vente et consommation d'alcool (article 8 de l'AM du 19.10.2026)

§ 1^{er}. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, il est interdit, à l'exception des débits de boissons, restaurants et des services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter de 22h à 6h du matin, sept jours sur sept.

Les distributeurs automatiques de boissons alcoolisées sont interdits dans les lieux publics.

§ 2. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept.

§ 3. La consommation de boissons alcoolisées reste autorisée pour les débits de boissons régulièrement et préalablement autorisés sur la voie publique, les établissements HORECA et sur les terrasses de ces derniers dûment autorisées, et dans le cadre des marchés, brocantes et toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée et/ou organisée par la Commune de Saint-Gilles.

§ 4. Par « boisson alcoolisée » est visée toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

Article 5 : activités de surveillance et des contrôles d'identité des personnes sur la voie publique (article 9 de l'AM du 19.10.2026)

§ 1^{er}. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, les services de police sont autorisés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à effectuer des activités de surveillance et des contrôles d'identité des personnes sur la voie publique.

§ 2. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, les services de police sont autorisés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à soustraire à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur les objets qui présentent un danger pour la vie ou l'intégrité physique des personnes ou la sécurité des biens, aussi longtemps que les nécessités de la sécurité publique ou de la tranquillité publique l'exigent.

§ 3. Dans les périmètres visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, les services de police sont autorisés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à procéder à une fouille de sécurité lorsque des personnes participent à des rassemblements publics qui présentent une menace réelle pour l'ordre public et, ou, lorsque des personnes accèdent à des lieux où l'ordre public est menacé.

Article 6 : Durée

La présente ordonnance entre en vigueur le 23 octobre 2026 et est d'application jusqu'au 23 janvier 2027.

Elle est prolongée d'office, en fonction de la prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2026, ainsi que de l'évaluation trimestrielle effectuée par le Bourgmestre.

Article 7 : Exécution

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de Police Midi et à Madame la Fonctionnaire sanctionnatrice. Ils sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance et d'en contrôler le respect.

Article 8 : Disposition abrogatoire

La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance de police du Bourgmestre du 4 septembre 2026 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues.

Article 9 : Publication

La présente ordonnance de police fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle loi communale.

Article 10 : Recours

Un recours en suspension et/ou en annulation peut être introduit devant le Conseil d'Etat contre la présente décision. Pour ce faire, une requête doit être adressée au Conseil d'Etat, soit par lettre recommandée à la poste, à l'adresse suivante : rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles ; soit par voie électronique via la rubrique « e-Procédure » sur le site internet <http://www.conseildetat.be> . Cette requête doit être introduite dans les soixante jours à dater de la publication de la présente ordonnance.

Fait à Saint-Gilles, le 23 octobre 2026

Le Bourgmestre f.f.,



Willem STEVENS

Politieverordening van de Burgemeester van 23 oktober 2026 houdende tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 oktober 2026 tot vaststelling van een geïntegreerd kader van bestuurlijke politiemaatregelen om verstoringen van de openbare orde die verband houden met verdovende middelen te voorkomen en te doen ophouden

DE BURGEMEESTER,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119*bis*, 133 lid 2, 134, § 1 en 135 §2;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 oktober 2026 tot vaststelling van een geïntegreerd kader van bestuurlijke politiemaatregelen om verstoringen van de openbare orde die verband houden met verdovende middelen te voorkomen en te doen ophouden;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 4 september 2026 houdende tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 september 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikelen 4, 5, 28 en 34, eveneens artikel 30, dat de administratieve inbeslagname en/of vernietiging van voorwerpen toestaat onder de daarin beschreven voorwaarden, evenals de artikelen 31 en 37 die de politieambtenaren toestaan om kracht te gebruiken en over te gaan tot administratieve arrestatie in geval van absolute noodzaak;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het bijzonder artikel 42, eveneens artikel 37*bis*, dat een Regionale Veiligheidsraad (« CORES ») instelt, belast met het opvolgen van de uitvoering van het regionale veiligheidsplan, dat wordt opgesteld door de Brusselse agglomeratie om een geïntegreerd stedelijk veiligheidsbeleid te waarborgen op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.";

Gelet op het actieplan inzake drugs en druggerelateerde geweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de Regionale Veiligheidsraad (CORES) op 11 maart 2024;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende de exponentiële toename van de soms zeer grove gewelddaden vastgesteld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2024, en in het bijzonder in sommige gemeenten (gewapende aanvallen, gooien van vuurpijlen naar politie- en hulpdiensten); dat deze toename wordt gerapporteerd door de politiediensten;

Dat dit toegenomen geweld plaatsvindt tegen de achtergrond van een globalisering van de drugsmarkt, waarbij massale hoeveelheden drugs aankomen via de haven van Antwerpen en vervolgens de grote steden overspoelen, in het bijzonder Antwerpen en Brussel;

Overwegende dat, toen dit werd vastgesteld, de verschillende bevoegde autoriteiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 27 februari 2024 gezamenlijk hebben beslist om gecoördineerd op te treden tegen gewelddaden die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, alsook tegen de oorzaken die bijdragen tot het ontstaan en/of de verergering ervan;

Overwegende dat bijgevolg een politiebepsluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen werd uitgevaardigd op 2 april 2024, in werking is getreden op 3 april 2024 en laatst verlengd bij een politiebepsluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 september 2026;

Overwegende dat het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 oktober 2026 het politiebepsluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 september 2026 opheft en vervangt;

Overwegende dat de zogenoemde wijken « Zuidstation » en « Hallepoort » van de gemeente Sint-Gillis zijn opgenomen in de bijlage bij het besluit van de Minister-President van 19 oktober 2026 en daarin als « hotspots » worden aangemerkt, aangezien in deze wijken een ernstige bedreiging voor de openbare orde bestaat die verband houdt met de handel in, de verkoop van of het gebruik van verdovende middelen; dat deze hotspots bijgevolg onderworpen zijn aan de bestuurlijke politimaatregelen waarin voornoemd besluit van 19 oktober 2026 voorziet;

Overwegende de ontwikkeling van een gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat bijgevolg, op lokaal niveau en op initiatief van de betrokken burgemeesters, lokale taskforces (hierna 'LTF') werden opgericht op basis van de in kaart gebrachte en geanalyseerde gevoelige locaties en van de fenomenen die zich daar voordoen, welke belast zijn met de uitwerking van doelgerichte actieplannen zijn opgezet;

Dat deze aanpak het o.a. mogelijk maakt voor de overheid om de voormelde inbreuken sneller te vervolgen en gemeentelijke administratieve sancties op te leggen; dat deze aanpak het bijgevolg mogelijk maakt om het gevoel van straffeloosheid bij de overtreders te bestrijden en om doeltreffender en efficiënter bij te dragen tot de uitvoering van bepaalde maatregelen die werden ingevoerd in het kader van de gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis ;

Overwegende dat voor het herstel van de openbare orde en in het bijzonder van de rust voor de bewoners van de betrokken wijken, op middellange en lange termijn acties moten worden ondernomen; het is inderdaad van fundamenteel belang om de ondernomen acties voort te zetten en de handhaving van de voormelde bestuursstructuur wensen, zolang er op het terrein geen voldoende significante verbeteringen worden waargenomen om de openbare orde te verzekeren;

Overwegende dat de CORES laatst bijeenkwam op 26 augustus 2026; dat deze vergadering heeft geleid tot verschillende beslissingen, waaronder de inzet van bijkomende politiecapaciteit, de invoering van een eengemaakte politieaansturing ("Gold Commander") en de versterking van de coördinatie tussen de gewestelijke, federale en gerechtelijke autoriteiten;

Overwegende dat eerste minister Bart De Wever op 28 augustus 2026 het Strategisch Comité voor Inlichtingen en Veiligheid heeft bijeengeroepen; dat de toename van het drugsgerelateerde geweld in Brussel tot de besproken onderwerpen behoorde;

Overwegende immers dat procureur des Konings Julien Moinil tijdens zijn persconferentie van 28 augustus 2026 heeft verklaard dat Brussel tussen 20 en 24 augustus geconfronteerd werd met 7 schietpartijen, 1 ontploffing, meerdere gewonden en een aanval op het politiecommissariaat in de Demosthenesstraat in Anderlecht;

Overwegende meer bepaald dat 4 van de 7 voormelde schietpartijen hebben plaatsgevonden in Sint-Gillis, in hotspots die verband houden met drugshandel;

Overwegende dat de Federale Politie tussen 1 januari 2026 en 30 september 2026 op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 74 schietpartijen heeft geregistreerd (voorlopige cijfers die nog niet werden gevalideerd door de Algemene Nationale Gegevensbank ("ANG")), waarbij 2 doden en 28 gewonden vielen; dat de overgrote meerderheid van deze schietpartijen, namelijk minstens vierenvijftig ervan (ongeveer 73 %), verband houdt met de handel in verdovende middelen;

Dat de actualiteit, de aanhoudende aard en de ernst van het gevaar de handhaving en versterking van de bestuurlijke politiemaatregelen rechtvaardigen;

Overwegende dat de Gewestelijke Veiligheidscel het bijgevolg noodzakelijk acht dat een aantal politieverordeningen ook worden voortgezet om de rust in alle vastgestelde perimeters verder te herstellen;

Overwegende bovendien dat uit het voortdurende overleg tussen de Minister-President en de betrokken burgemeesters blijkt dat aanvullende maatregelen noodzakelijk zijn naast de maatregelen die reeds van toepassing zijn op het gehele gewestelijke grondgebied en naast de specifieke maatregelen die gelden voor de hotspots;

Overwegende dat deze gemeentelijke politieverordening geen andere bestuurlijke politiemaatregelen oplegt dan die welke zijn ingevoerd bij voormeld besluit van 19 oktober 2026 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat zij zich beperkt tot het aanwijzen van de wijken (hotspots) waar de bedreigingen van en aantastingen aan de openbare orde bijzonder geconcentreerd zijn, alsook tot het voorzien in de administratieve handhaving van de overtredingen van haar bepalingen;

Overwegende dat, gelet op deze context van ernstige schendingen van de openbare rust en samenscholingen gegenereerd door drugshandel, een potentiële bedreiging vormen voor de rust van omwonenden, in een deel van de gemeente Sint-Gillis, de gemeente Sint-Gillis heeft bepaald de modaliteiten voor de behandeling en vervolging van inbreuken op sommige bepalingen;

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: *"iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid"*;

Overwegende dat wordt voorzien in gepersonaliseerde monitoring en individualisering van sancties met het oog op de specifieke aard van elk geval;

Overwegende dat dit politieverordening beperkt is in de tijd, in aansluiting op de geldigheidsduur van het besluit van de minister-president, en derhalve automatisch zal worden verlengd afhankelijk van de herevaluatie en de eventuele verlenging van dit besluit; dat zij per kwartaal zal worden geëvalueerd en bijgevolg van kracht zal blijven tot 23 januari 2027, waarna de situatie opnieuw zal worden geëvalueerd;

Dat een dergelijke politieverordening bovendien noodzakelijk is vanwege de taak die de gemeente heeft om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat de hoogdringendheid het niet toelaat te wachten op de eerstvolgende vergadering van de gemeenteraad om onderhavige politieverordening uit te voeren; dat de eerstvolgende zitting van de gemeenteraad immers pas op 26 november aanstaande zal plaatsvinden en dat het, gelet op de ernst van de situatie die verband houdt met de handel in verdovende middelen, noodzakelijk is de continuïteit van de bestuurlijke politiedienstenmaatregelen te waarborgen;

Overwegende dat de Gemeenteraad de maatregel tijdens zijn eerstvolgende zitting zal moeten bevestigen, zoniet zal de ordonnantie ophouden uitwerking te hebben;

Gezien de urgentie,

BEVEELT:

Artikel 1: Perimeters - Hotspots

Dit politiebepsluit is van toepassing op de straten en straatdelen die behoren tot de perimeter 1 – ZUID en 2 – HALLEPOORT, zoals weergegeven op de kaart die als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

➤ Perimeter 1 – « Stationswijk-Zuid »

- Zuid Station
- Baraplein
- Jamarlaan
- Poincarélaan
- Paul-Henri Spaaklaan
- Broodthaersplein
- Europaesplanade
- Grondwetplein
- Fonsnylaan (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Hallepoortlaan (tussen Ruslandstraat en Blaesstraat)
- Argonnestraat
- Ruslandstraat
- Engelandstraat
- Hollandstraat
- Zwedenstraat
- Joseph Claesstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Conraetsstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Denemarkenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Merodestraat (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Onderwijsstraat

- Victor Hortaplein
- Frankrijkstraat
- Ernest Blerotstraat
- Europalaan
- Veeartsentunnel en Veeartsenstraat
- Théodore Verhaegenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)

➤ Perimeter 2 – « Hallepoortwijk »

- Hallepoortlaan (tussen Blaesstraat en Waterlooosesteenweg)
- Emile Féronstraat
- Cité Fontainas
- César Depaepestraat
- Fontainasstraat
- Heldenplein
- Jaques Frank Square
- Vlogaertstraat
- Vorstsesteenweg
- Joseph Claesstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
- Coenraetsstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
- Denemarkenstraat (tussen Emile Féronstraat en Bethlehemplein)
- Bethlehemplein
- Théodore Verhaegenstraat (tussen Praagstraat en Koningslaan)
- Fernand Bernierstraat
- Vanderschrickstraat
- Andennestraat (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
- Sint-Gilliskerkstraat (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
- Volderslaan (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
- Waterlooosesteenweg (tussen Hallepoortlaan en Spinnerijstraat)
- Praagstraat
- Dethystraat (tussen Bethlehemplein en Praagstraat)
- Franz Gaillardstraat
- Koningslaan
- Halvemaanstraat
- Serviestraat
- Bosniestraat (tot Vorstsesteenweg)
- Crickxstraat
- Montenegrostraat
- Gustave Defnetstraat
- Schietbaanstraat
- Belgradostraat
- Koningslaan
- Fonsnylaan (tussen Théodore Verhaegenstraat tot Vorst)
- Mérodestraat (tussen Théodore Verhaegenstraat tot Vorst)

Artikel 2: elektrische steps (artikel 6 van het MB van 19.10.2026)

§1. In de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, zijn het rijden met en het stallen van elektrische steps, zowel deelsteps als privésteps, in de openbare ruimte verboden.

§ 2. Gebruikers van elektrische steps mogen zich, als voetganger, met hun step te voet verplaatsen door deze met de hand voort te duwen, om de in artikel 1 bedoelde wijk binnen te gaan of te verlaten.

§ 3. Exploitanten die beschikken over een vergunning opgelegd krachtens de ordonnantie van 29 november 2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto, zijn ertoe gehouden ervoor te zorgen dat geen enkele gedeelde step kan rijden of worden gestald in de wijken bedoeld in artikel 1.

§ 4. Artikel 30, § 1, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt is van toepassing op elke elektrische step, zowel deelstep als privéstep, die rijdt of gestald staat in de in artikel 1 bedoelde wijken.

Artikel 3: Aankoop van illegale drugs (artikel 7 van het MB van 19.10.2026)

Is het in de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening verboden:

- Overlast veroorzaken door op zoek te gaan naar verkopers van illegale drugs of naar tussenpersonen om illegale drugs te kopen;
- Zich in de openbare ruimte of in daaraan grenzende ruimtes bevinden, zoals de ingangen van winkels en woningen, met als enig doel illegale drugs te kopen of te zoeken;
- Op straatgeld wisselen met het oog op de aankoop van illegale drugs.

Artikel 4: Verkoop en consumptie van alcohol (artikel 8 van het MB van 19.10.2026)

§1. In de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, behalve voor drankgelegenheden, restaurants en bezorgingsdiensten van 22.00 uur tot 6.00 uur 's ochtends een verbod op de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen.

Verkoopautomaten voor alcoholische dranken zijn verboden op openbare plaatsen.

§2. In de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, alle uren van de dag en alle dagen van de week een verbod om alcoholische dranken te nuttigen op de openbare weg.

§ 3. Het gebruik van alcoholhoudende dranken blijft toegestaan voor reguliere en vooraf erkende drankgelegenheden op de openbare weg, de HORECA-inrichtingen en op de terrassen van deze laatstgenoemden die correct zijn vergund, en in het kader van markten, rommelmarkten en elke commerciële, feestelijke of sportieve gebeurtenis die correct is vergund en/of georganiseerd door de gemeente Sint-Gillis.

§ 4. Onder "alcoholische drank" wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) die ethylalcohol of ethanol bevat.

Artikel 5 : activiteiten van toezicht en identiteitcontroles van personen op de openbare weg (artikel 9 van het MB van 19.10.2026)

§ 1. In de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, mogen de politiediensten alle uren van de dag en alle dagen van de week uitoefenen en mensen op de openbare weg onderwerpen aan identiteitscontroles.

§ 2. De politiediensten mogen in de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, alle uren van de dag en alle dagen van de week de voorwerpen die een gevaar betekenen voor het leven of de lichamelijke integriteit van personen of de veiligheid van goederen aan het vrije beschikkingsrecht van de eigenaar, de bezitter of de houder onttrekken, zolang zulks met het oog op de openbare veiligheid of de openbare rust vereist is.

§ 3. De politiediensten mogen in de in artikel 1 bedoelde perimeters van dit politieverordening, de politiediensten mogen alle uren van de dag en alle dagen van de week veiligheidsfouilleringen uitvoeren, wanneer personen deelnemen aan openbare bijeenkomsten die een reële bedreiging vormen voor de openbare orde of wanneer personen toegang hebben tot plaatsen waar de openbare orde wordt bedreigd.

Artikel 6: Duur

Deze verordening treedt in werking op 23 oktober 2026 en blijft van kracht tot 23 januari 2027.

Zij wordt van rechtswege verlengd, afhankelijk van de verlenging van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 oktober 2026, alsook van de driemaandelijke evaluatie die door de Burgemeester wordt uitgevoerd.

Artikel 7: Uitvoering

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone Zuid en naar Mevrouw de Sanctionerend Ambtenaar. Ze zijn belast met de uitvoering van deze verordening en met het toezicht op de naleving ervan.

Artikel 8: Opheffingsbepaling

Deze politieverordening heft Politieverordening van de Burgemeester van 4 september 2026 houdende tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 september 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, op en vervangt het.

Artikel 9: Publicatie

Deze politieverordening wordt bekendgemaakt door aanplakking en door het online zetten ervan op de website van de gemeente overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 10: Beroep

Tegen dit besluit kan bij de Raad van State een beroep tot schorsing of nietigverklaring worden ingesteld. Daartoe moet een verzoekschrift worden gericht aan de Raad van State, hetzij per aangetekende brief, gericht aan het volgende adres: Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, hetzij langs elektronische weg via de rubriek "e-Procedure" op de website <http://www.raadvanstate.be>. Dit verzoekschrift moet binnen 60 dagen na bekendmaking van deze kennisgeving worden ingediend.

Opgemaakt te Sint-Gillis op 23 oktober 2026.

De wd. Burgemeester,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, overlapping loops and curves, positioned above the printed name.

Willem STEVENS

StG_MAP_MIDI + PDH (Péri 1 + 2)



